

Résumé politique de CICTAR

Sociétés multinationales d'embauche de main d'œuvre :
Sommes-nous en mesure de gagner au nom des
travailleurs et de la justice fiscale ?



Centre for
International
Corporate Tax
Accountability
and Research

Résumé politique | De la fiscalité des sociétés d'embauche de main d'œuvre

Plusieurs syndicats ont sollicité CICTAR pour étudier les pratiques fiscales des sociétés multinationales d'embauche de main d'œuvre, aujourd'hui présentes dans presque tous les secteurs et tous les pays. Les premiers résultats sont pour le moins troublants.

Les pratiques d'embauche de main d'œuvre provoquant indéniablement une dégradation des conditions de travail dans le monde, les syndicats nationaux et internationaux sont-ils prêts à révéler les pratiques fiscales de ces sociétés multinationales et se joindre à la campagne visant à défier ce modèle économique dévastateur ?

Ces multinationales figurent déjà parmi les plus gros employeurs et continuent de se développer. Les marchés du travail sont redessinés par une agression des droits des travailleurs, mais les coupables ont jusqu'ici réussi à se tenir à distance des projecteurs.

Ces entreprises encouragent et profitent de la sous-traitance, de la privatisation et du travail précaire. Les conséquences, les voici : une inégalité grandissante, une rémunération et des conditions de travail qui se dégradent, des attaques contre les négociations collectives et une représentation syndicale en baisse.

Une première salve d'enquêtes sur les entreprises d'embauche de main-d'œuvre présentes en Australie et des recherches plus détaillées sur plusieurs d'entre elles ont mis au jour des preuves d'évasion fiscale très agressive.

Ces entreprises se sont acquittées d'impôts sur les sociétés très réduits, voire inexistantes, et ont mis au point des structures complexes et opaques. Elles ont également des liens cachés avec des paradis fiscaux. Un initié dans ce secteur au Royaume-Uni a écrit ceci :

« en associant une évasion fiscale agressive à l'exploitation systématique des travailleurs, les agences de recrutement sont capables de proposer du travail à des tarifs bien en deçà du coût d'une embauche directe... »

L'évasion fiscale joue un rôle prépondérant dans le modèle économique et constitue un avantage notoire pour ces entreprises sur la concurrence. C'est indéniable.

Placer sous le feu des projecteurs ces cas d'évasion fiscale par des multinationales dont la plupart dépendent principalement de contrats passés avec le gouvernement pourrait s'avérer une pièce centrale de la réponse stratégique et coordonnée des syndicats du monde au développement de l'industrie du recrutement.

De nombreuses agences locales ont fait l'objet d'acquisitions et beaucoup ne savent pas de quelle multinationale elles dépendent. Les récents efforts menés par les syndicats pour exposer les entreprises échappant à l'impôt ont gagné le soutien du public et éveillé plus d'attention que les questions sous-jacentes relatives au travail. Ils ont également participé à la modification de lois nationales visant à faire avancer la justice fiscale dans le monde.

Des noms

Actuellement, le **Groupe Adecco** (coté en bourse en Suisse) est aujourd'hui l'entreprise d'embauche de main d'œuvre la plus importante au monde. Elle se présente comme le second plus grand employeur non gouvernemental au monde, après Walmart.

Adecco est présent dans 60 pays et prétend avoir plus de 700 000 « collaborateurs » au travail chaque jour. L'entreprise opère sous le nom de plusieurs autres marques, notamment Adia, dans l'industrie de l'hôtellerie. En 2017, son revenu global se découpait comme suit : Europe 62%, Amérique du Nord 19% et 17% pour le reste du monde (Japon 5%, Amérique latine 4%, Australie et Nouvelle-Zélande 2%).

D'autres multinationales enchaînent les acquisitions et cherchent à dépasser Adecco pour s'imposer sur tous les domaines du marché du travail.

Randstad (coté en bourse aux Pays-Bas), talonne Adecco avec près de 670 000 « personnes embauchées chaque jour ». Les principaux marchés occupés par Randstad sont l'Amérique du Nord (18 %), la France (16 %), les Pays-Bas (14 %), l'Allemagne (10 %) et le reste de l'Europe (29 %).

Randstad est suivi par deux entreprises nord-américaines, **Manpower Group** (publique) et **Allegis Group** (privée). Manpower génère 67 % de ses revenus en Europe (France 26 % et Royaume-Uni 8 %), contre seulement 13 % aux États-Unis. Les deux entreprises sont présentes à l'échelle internationale.

En 2016 **Recruit Holdings** (coté en bourse au Japon) se plaçait au 5e rang des plus grandes entreprises d'embauche au monde avec plus de 400 000 personnes au travail via ses nombreuses branches dans le monde. L'entreprise a récemment fait l'acquisition de **USG People**, et installé son siège mondial aux Pays-Bas. Parmi les marques qui lui appartiennent, on trouve : Advantage Resourcing, Chandler Macleod, Peoplebank, Recruit Staffing, Secretary Plus, Staffmark, Staff Service, Start People, The CSI Companies, Unique etc. Les ventes par région se répartissent de la façon suivante : Japon 38 %, Europe 30 %, Amérique du Nord 19 % et Australie 13 %. Dans la région Asie-Pacifique, Recruit détient plusieurs entreprises de sous-traitance spécialisées dans des domaines spécifiques, notamment AHS pour l'hôtellerie et Vivir pour les services aux personnes âgées.

Autre entreprise publique japonaise, **Outsourcing Inc.** a récemment fait l'acquisition de sociétés de poids dans le domaine de l'emploi au Royaume-Uni et en Australie, toutes spécialisées dans la sous-traitance dans le secteur public. Au Royaume-Uni on trouve : **Veracity**, **Liberata** et **JBW Group**, deux importantes agences de recouvrement. En Allemagne, Outsourcing détient **Orizon GmbH**, parmi les plus grosses entreprises d'embauche de main d'œuvre du pays. L'entreprise a également acheté récemment **OTTO Holding BV** aux Pays-Bas. OTTO est spécialisée dans le recrutement de main-d'œuvre originaire d'Europe centrale et de l'est pour les différents marchés du travail aux Pays-Bas et en Allemagne.

En Australie, on estime qu'Outsourcing (y compris Hoban Recruitment, LUXXE Outsourced Hotel Services et autres) fait travailler presque 12 300 personnes. En 2017, ses revenus provenaient du Japon à 49,5 %, d'Europe à 23,5 %, d'Australie à 16,7 %, du reste de l'Asie (à l'exception du Japon) à 8,2 % et d'Amérique du Sud à 2,1 %.

Il peut être intéressant de se pencher également sur le cas d'autres sociétés multinationales d'embauche de main d'œuvre, notamment **Hays Group** (publique) au Royaume-Uni, ou d'autres entreprises très présentes dans le secteur ou dans la région.

Serco, entreprise britannique (publique) spécialisée dans la sous-traitance pour le secteur public dans le domaine de la défense, des prisons, de l'immigration, de la santé et des transports, fait déjà l'objet d'une surveillance pour d'autres questions et a recours à des pratiques très discutables en matière d'impôts en Australie. En 2017, ses revenus provenaient à 51 % du Royaume-Uni et d'Europe, à 21 % des Amériques, à 18 % des pays d'Asie-Pacifique et à 10 % du Moyen-Orient.

Serco concurrence le géant mondial de la sécurité **G4S**. **Compass** et **Sodexo** fournissent une main d'œuvre sous-traitée pour les services d'hôtellerie et de gestion des infrastructures. Ces trois multinationales comptent parmi les employeurs les plus importants dans le monde et sont dans le viseur de plusieurs syndicats.

En conclusion

Un effort coordonné au niveau international vis-à-vis de certaines de ces sept multinationales (Adecco, Randstad, Manpower, Allegis, Recruit Holdings, Outsourcing Inc et Serco) et éventuellement d'autres acteurs clés à l'échelle du secteur ou de la région orienterait stratégiquement l'attention sur les vecteurs du travail précaire et de la privatisation. Défier le modèle économique des entreprises multinationales d'embauche de main d'œuvre représente une chance de victoire pour des millions de travailleurs et de faire progresser la justice fiscale dans le monde.

La majeure partie de ces entreprises est fortement implantée en Australie, où les premières enquêtes sont en cours. Les leçons tirées de l'enquête australienne viendront alimenter les efforts des syndicats ailleurs dans le monde. Les enquêtes et les campagnes peuvent être centrées sur les pays et les secteurs bénéficiant d'un soutien puissant des syndicats. Sommes-nous prêts à nous dresser face à la domination grandissante des entreprises d'embauche de main d'œuvre et à gagner au nom des travailleurs et de la justice fiscale ?



Centre for
International
Corporate Tax
Accountability
and Research

www.cictar.org